Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)
Rapport ERM (Alerte 6569)

Lieu de l'ERM : Province du Nord kivu, territoire de Rutshuru, zone de santé de Kibirizi

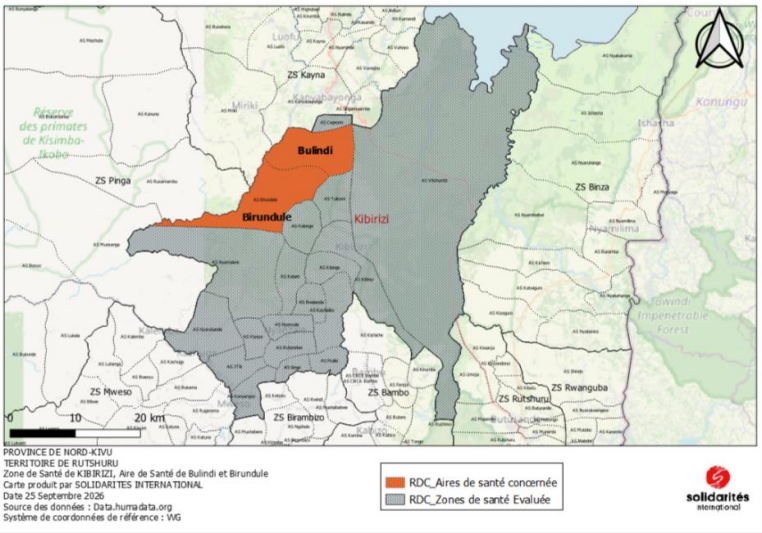
Contexte

Description de la crise

Plus de 13 400 personnes récemment déplacées arrivés dans plusieurs villages sur l'axe Birundule – Bulindi, zone de santé de Kibirizi : Selon les acteurs humanitaires locaux, au moins 13 400 personnes nouvellement déplacées, regroupées au sein de 2 242 ménages, sont arrivées depuis le 19 août dernier dans plusieurs localités de l'axe Birundule – Bulindi en groupement Kanyabayonga, fuyant les récents combats entre le M23 et les groupes armés pro gouvernementaux dans le territoire de Walikale et la partie sud de celui de Lubero, plus précisément dans les villages ci-après : Kanune, Katsinga, Kyanzikiro, Mukeberwa, et Kalevya. Ces déplacés, qui vivent majoritairement en famille d'accueil sont accueillis dans les villages ci-après : Lusogha (613 nouveaux ménages de déplacés), Lusogha/Buheri (415 nouveaux ménages), Birundule (511 nouveaux ménages), Iyobora (204 nouveau ménages) et Bulindi (499 nouveaux ménages). Selon les sources, ces personnes ayant pratiquement tout perdu lors du déplacement, vivent dans des conditions d'extrême vulnérabilité, dans les zones d'accueil déjà saturées par l'arrivée d'autres déplacés à la suite des différents épisodes d'affrontements armés que connait la zone. Leurs besoins prioritaires sont en santé, SECAL, WASH, éducation et AME. A noter que l'instabilité liée aux activités des groupes armés, responsables d'incursions fréquentes dans les villages accompagnées de divers types de violences sur les civils, a tendance à décourager le deploiement de l'assistance humanitaire dans cette zone, qui héberge pourtant de nombreuses personnes déplacées fuyant les combats dans les territoires voisins. OCHA continue cependant de plaider auprès des acteurs de réponse en faveur du deploiement de l'assistance d'urgence dans la zone, tout en militant pour y garantir un accès humanitaire sans entrave.

Afin d'évaluer l'impact de ces déplacements sur les communautés hôtes, d'identifier les besoins prioritaires et d'analyser les possibilités d'une réponse d'urgence adaptée, Solidarités International, membre du consortium SAFER, a conduit une Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM) du 22 au 25 août 2026.

Les résultats révèlent une situation humanitaire critique caractérisée par des niveaux extrêmement élevés d'insécurité alimentaire, une forte vulnérabilité en matière de protection, des déficits importants en articles ménagers essentiels et abris, ainsi qu'un accès insuffisant aux services d'eau, d'assainissement, de santé et d'éducation.



Source des résultats : [1]		EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte		6569	6569	6569
Autres codes d'alerte				
Date de début de crise		01/09/2026	11/06/2026	
Date de fin de crise		En cours	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée		1743	5917	
Taille moyenne ménages		4,1	-	

		Source : équipe d'évaluation	
Accès physique		Moto	
Accès sécuritaire		Oui	
Présence de la MONUSCO		Non	
Incidents au cours des 2 dernières semaines		Non	
Couverture tél.		0%	(estimation)

EM: Enquêtes ménages ; **IC**: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Les conséquences humanitaires de la crise touchent plusieurs secteurs.
- La disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés a diminué et l'accès aux champs reste limité par l'insécurité, exposant les ménages à des risques de meurtre, d'enlèvement et de violences sexuelles.
- L'arrivée des personnes déplacées exerce également une forte pression sur les ressources en eau, entraînant une insuffisance de la quantité disponible, de longues files d'attente et des tensions ponctuelles aux points d'eau.
- La promiscuité dans les logements et l'insuffisance des installations sanitaires augmentent les risques sanitaires. Les participants rapportent notamment des cas de paludisme, d'infections respiratoires aiguës, de diarrhées et d'infections urinaires, aggravés par les mauvaises conditions d'hygiène et les difficultés financières d'accès aux soins et médicaments.
- La crise accroît aussi la charge des familles d'accueil et entraîne des changements alimentaires. Certains ménages déplacés recourent à la mendicité, tandis que des cas de malnutrition sont rapportés et que l'accès aux services nutritionnels reste limité dans certaines localités.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)	Âge	Femmes	Hommes
	64+ ans	0,4%	0,4%
	18-64 ans	17,3%	15,9%
	6-17 ans	18,5%	19,9%
	7 mois-5 ans	12,2%	12,9%
	0-6 mois	1,2%	1,2%
	Total	49,7%	50,3%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) [2]	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	72%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	1%
Santé	27%
Education	1%
Nourriture	1%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)						
Secteur	**Critère**	**Sévérité**				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	1702				
Sécurité alimentaire	Indisponibilité de ressources alimentaires	0,0%	0,8%	1,5%	-	97,7%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) pauvre	0,00%	-	8,36%	-	91,64%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) de crise/urgence >	0,00%	2,31%	-	-	97,69%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	85,71%	-	-	-	14,29%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	N/A	-	N/A	-	N/A
	MAG femmes enceintes et allaitantes	N/A	-	N/A	-	N/A
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	26%	74%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris			46,76%		
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0,00%	2,46%	55,25%	0,00%	42,29%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	0%	38%	28%	1%	33%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0,00%	-	0,00%	-	99,06%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0,00%	0,94%	38,71%	21,00%	37,93%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans				63,65%	
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	0,00%				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	86,11%	-	-	-	13,89%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	77,02%	-	-	-	22,98%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	88,89%	-	-	-	11,11%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	58,29%	-	42,00%	-	0,00%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours				60,73%	

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Les échanges ne permettent pas de prévoir une amélioration prochaine de la situation. Les conditions sécuritaires dans les zones de provenance restent préoccupantes et constituent le principal obstacle au retour des personnes déplacées. Les risques de violences, d'enlèvements et d'autres violations sur les lieux d'origine et les axes d'accès aux champs limitent également les possibilités de retour durable. En l'absence d'une amélioration significative de la sécurité, les ménages déplacés pourraient continuer à dépendre des communautés d'accueil et de mécanismes de survie, avec un risque de dégradation progressive de leurs conditions de vie et d'augmentation de leurs besoins humanitaires.

Besoins prioritaires	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) [2]	**(% de ménages)**
Cash physique (en espèces)	90%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	19%
Vouchers / foires	15%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	76%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	9%
Autre	0%
Types de besoins prioritaires de la population (IC) [2]	**(Fréquence de réponses pondérée)**
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	9
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	2
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	3
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	0
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	7
Santé	0
Education	3
Protection (y compris la sécurité)	2
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	10

Informations sur l'enquête

Méthodologie

L'évaluation a adopté une approche mixte combinant des méthodes quantitatives et qualitatives afin de disposer d'une compréhension globale de la situation et de trianguler les informations recueillies.
La collecte des données a reposé sur les principales activités suivantes :
- Revue des données secondaires : consultation des informations disponibles auprès des structures sanitaires de Kibirizi, avec un focus sur Kanyabayonga.
- Groupes de discussion (GDC) : organisation de 4 groupes de discussion afin de recueillir les perceptions, besoins, vulnérabilités et priorités des communautés.
- Informateurs clés (IC) : consultation de 5 informateurs clés pour obtenir des informations spécifiques sur le contexte, les services disponibles et les principales problématiques humanitaires.
- Enquêtes ménages (EM) : réalisation de 118 enquêtes ménages dans les 4 villages ciblés afin de recueillir des données quantitatives sur les conditions de vie, l'accès aux services et les besoins prioritaires.
- Observation directe : visites des points d'eau et des infrastructures d'assainissement au niveau des écoles, centres de santé, zones d'accueil des PDI et villages.
- Mobilisation communautaire : recours à des guides locaux pour faciliter l'accès aux communautés et sensibilisation préalable des populations sur les objectifs et le processus de l'évaluation.
Les données issues des différentes sources ont été triangulées afin de renforcer la fiabilité des résultats, de confirmer les principales tendances et d'identifier les besoins et vulnérabilités spécifiques aux zones évaluées.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Oui	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Simple	Aucune	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
Obs. libres	Oui	-	-	Indicatifs
		EM	**IC**	**RDS/GDC**
Date de début de l'enquête		22/09/2026	23/09/2026	23/09/2026
Date de fin de l'enquête		25/09/2026	25/09/2026	25/09/2026
Organisation		SI	SI	SI
Mission inter-agence/inter-organisation?		Non	Non	Non
Localité enquêtée	**nb ménages localité**	**nb ménages enquêtés**	**nb IC enquêtés**	**nb GDC mis en œuvre**
BIRUNDULE	511	52	3	1
IYOBORA	204	17	1	1
LUSOGHA	613	34	1	
BUHERI	415	5		1
Total	**1743**	**108**	**5**	**4**

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



Analyse des mouvements de population

Les mouvements de population restent importants en raison de l'insécurité persistante dans les zones de provenance, limitant fortement les retours et maintenant les ménages dans une situation de déplacement prolongé. Les moyens de subsistance sont fortement affectés par l'accès limité aux terres, la réduction des opportunités de travail, les conflits fonciers, la sécheresse et la faiblesse des revenus, entraînant une dégradation de la sécurité alimentaire. Les ménages déplacés vivent également dans des conditions précaires, caractérisées par la promiscuité, l'insuffisance d'eau, le manque de latrines et de dispositifs d'hygiène, ainsi que des difficultés d'accès aux produits d'hygiène menstruelle. Malgré ces vulnérabilités, les relations entre déplacés et communautés hôtes restent globalement pacifiques et les services sont partagés sans discrimination majeure. Toutefois, des tensions ponctuelles liées à l'accès à l'eau, à la mendicité et aux dettes pourraient fragiliser la cohésion sociale si la pression sur les ressources et les besoins humanitaires se poursuit.

	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	98%	18%	
Retournés	1%	50%	
Communauté hôte / autochtones	1%	33%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	
Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)			
Déplacés	1702	1046	
Retournés	16	2932	
Communauté hôte / autochtones	25	1940	
Réfugiés	0		
Rapatriés / expulsés	0		
Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée	1743	5917	
Taille moyenne des ménages (EM)	4,1	-	
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	99%	-	
Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil	1%	-	
Estimation du nombre de familles d'accueil	1	-	

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise	1985
Après la crise	1898

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise	1752
Après la crise	1866

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement *(cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)*

Déplacés	1702	
Retournés	16	
Communauté hôte / autochtones	25	
Réfugiés	0	
Rapatriés/Expulsés	0	
Total	1743	

Nutrition

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

		< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
Garçons de moins de 5 ans		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	115-125 mm	2	N/A	0	N/A	2	N/A
	>125 mm	12	N/A	23	N/A	35	N/A
	MAG	**2**	**0%**	**0**	**0%**	**2**	**0%**
Filles de moins de 5 ans		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	115-125 mm	2	N/A	1	N/A	3	N/A
	>125 mm	6	N/A	23	N/A	29	N/A
	MAG	**2**	**0%**	**1**	**0%**	**3**	**0%**
Enfants de moins de 5 ans		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	115-125 mm	4	N/A	1	N/A	5	N/A
	>125 mm	18	N/A	46	N/A	64	N/A
	MAG	**4**	**0%**	**1**	**0%**	**5**	**0%**

		n	%
Femmes enceintes et allaitantes			
	<185 mm	0	N/A
	185-230 mm	9	N/A
	>230 mm	38	N/A
	MAG	**9**	**0%**

IC

		< 2 ans	≥ 2 ans	Total
Garçons de moins de 5 ans		n	n	n
	<115 mm	14	4	18
	115-125 mm	0	0	0
	MAG	**14**	**4**	**18**
Filles de moins de 5 ans		n	n	n
	<115 mm	5	4	9
	115-125 mm	67	43	110
	MAG	**72**	**47**	**119**
Enfants de moins de 5 ans		n	n	n
	<115 mm	19	8	27
	115-125 mm	67	43	110
	MAG	**86**	**51**	**137**

		n
Femmes enceintes et allaitantes		
	<185 mm	3
	185-230 mm	16
	MAG	**19**

Analyse Nutrition

Les données des enquêtes ménages montrent la présence de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans. Sur 69 enfants dépistés au PB (périmètre brachial) à l'aide du MUAC, 5 cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) ont été identifiés, soit 7,2 %, sans cas de malnutrition aiguë sévère (MAS). Les enfants de moins de 2 ans sont les plus concernés, avec 4 cas de MAM sur 22 enfants dépistés, contre 1 cas sur 47 chez les enfants de 2 ans et plus. Trois cas concernent les filles et deux les garçons.

Chez les femmes enceintes et allaitantes (FEA), 9 cas de MAM ont été identifiés sur 47 femmes évaluées, soit 19,1 %, sans cas de MAS. Ces résultats indiquent une vulnérabilité nutritionnelle nécessitant un suivi renforcé, notamment chez les enfants de moins de 2 ans et les FEA.

Les informateurs clés rapportent une situation plus préoccupante, avec 146 cas de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, dont 36 cas de MAS (25 %) et 110 cas de MAM (75 %). Les enfants de moins de 2 ans représentent 95 cas, contre 51 chez ceux de 2 ans et plus. Chez les FEA, 40 cas sont rapportés, dont 3 MAS (7,5 %) et 37 MAM (92,5 %).

Globalement, les données révèlent une vulnérabilité nutritionnelle, particulièrement chez les jeunes enfants et les FEA. Les écarts entre les sources s'expliquent par les différences de méthodes et de populations couvertes. Le renforcement du dépistage communautaire, de la référence et de l'accès aux services de prise en charge nutritionnelle apparaît nécessaire.

Sécurité alimentaire

Principales activités de subsistance (EM, IC) [2]	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Travail journalier	96%	7	
Agriculture de subsistance	1%	10	
Agriculture de rente	1%	2	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	3	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	1%	0	
Artisanat	0%	0	
Aucune	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	11%	-	
Non	89%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)		Aucun(e)	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	64%	-	
Non	36%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	10%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	8%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Les produits sur le marché sont trop chers pour le ménage	61%	-	
Autre	21%		
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)		Oui	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	10%	5	
Non	90%	5	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	10	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) [2]	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Production personnelle	14%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	32%	-	
Marché	11%	-	
Travail pour de la nourriture	93%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	5%	-	
Petit commerce	0%	-	
Vente de braises/charbon, etc.	1%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	3%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	30%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	3%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	98%	-	
1-2 semaines	2%	-	
3-4 semaines	1%	-	
Plus de 4 semaines	0%	-	
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1,14	-	
Pour les adultes femmes	1,34	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1,16	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1,24	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) [3]			
Pauvre (≤28)	92%	-	
Limite (>28)	8%	-	
Acceptable (>42)	0%	-	
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) [4]			
Durable (<4)	0%	-	
Sous pression (<19)	2%	-	
Crise / urgence (≥19)	98%	-	

Analyse Sécurité alimentaire

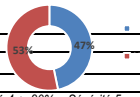
La sécurité alimentaire constitue une préoccupation majeure dans les localités évaluées. Les résultats montrent une forte dégradation de l'accès à la nourriture : 92 % des ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre, 98 % sont en situation de crise ou d'urgence selon le rCSI et les ménages consomment en moyenne un seul repas par jour, contre trois avant la crise selon les GDC/RDS.

Cette situation s'explique principalement par la faiblesse des moyens d'existence. Le travail journalier constitue la principale activité de subsistance pour 96 % des ménages, tandis que 89 % n'ont pas accès à la terre. La réduction des opportunités de travail, l'insécurité dans les zones de provenance, les conflits fonciers, les redevances agricoles et la sécheresse limitent les capacités de production et de génération de revenus. L'accès économique aux marchés reste également difficile : 61 % des ménages qui n'y accèdent pas évoquent le prix élevé des denrées. À Iyobora, l'absence de marché fonctionnel à proximité aggrave les difficultés d'approvisionnement, tandis qu'à Lusogha, le principal obstacle est le faible pouvoir d'achat. Les ménages disposent de très faibles capacités d'adaptation : 98 % n'ont aucune réserve alimentaire et l'approvisionnement repose largement sur le travail en échange de nourriture (93 %), l'aide des proches (32 %) et l'emprunt de nourriture (30 %). À Buheri, des stratégies d'adaptation négatives, notamment le recours de certaines filles à la prostitution, sont rapportées. Ces résultats soulignent une vulnérabilité alimentaire sévère et la nécessité de renforcer simultanément l'accès à la nourriture, les moyens d'existence et les capacités de production.

Abris

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC[2])	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Maison (construction durable)	7%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	78%	8	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	15%	1	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc…)	0%	0	
Ecole transformée en centre collectif	0%	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Non consensus	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	23%	-	
En famille d'accueil	61%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	12%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	3%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Non consensus	

Promiscuité dans les abris (EM)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Oui	47%	-	3
Non	53%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			



Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) [5]	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	11%		2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	8%		
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	3%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	3%		3
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	52%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	12%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	6%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

Les conditions d'hébergement apparaissent préoccupantes, avec une forte proportion de ménages vivant dans des logements précaires. Selon les enquêtes ménages, 78 % occupent des maisons en construction non durable et délabrée, 15 % vivent dans des abris d'urgence et seulement 7 % dans des constructions durables. Les informations des informateurs clés confirment la prédominance des habitations non durables et délabrées.

La situation d'occupation montre une forte dépendance à l'hébergement par les communautés hôtes : 61 % des ménages sont hébergés en famille d'accueil, contre 23 % sur leur propre parcelle et 12 % en location. La combinaison du type d'abri et du mode d'occupation indique que 51,7 % des ménages vivent dans des maisons non durables et délabrées au sein de familles d'accueil, traduisant une vulnérabilité importante.

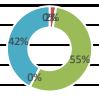
La promiscuité concerne 47 % des ménages et constitue un facteur de risque supplémentaire pour la santé, l'hygiène et la protection. Globalement, les besoins prioritaires concernent l'amélioration des conditions d'hébergement, la réduction de la promiscuité, ainsi que le soutien aux ménages déplacés et aux familles d'accueil accueillant des personnes dans des logements précaires.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)	EM(% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Oui	38%	-	
Non	62%	-	
Ne sait pas	0,0%	-	
Ne se prononce pas	0,0%	-	



Score card AME	EM(% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	2%	-	2
2 – 2.9	55%	-	3
3 – 3.9	0%	-	4
4 – 5	42%	-	5



Analyse AME

Les résultats montrent des besoins importants en articles ménagers essentiels (AME) et en produits d'hygiène menstruelle. Seuls 38 % des ménages déclarent utiliser des kits d'hygiène menstruelle, contre 62 % qui n'en utilisent pas, traduisant un accès limité aux produits adaptés.

Le score card AME confirme cette vulnérabilité : 55 % des ménages ont un score compris entre 2 et 2,9, tandis que 42 % se situent entre 4 et 5. Les GDC/RDS font également ressortir un besoin important en récipients pour le stockage de l'eau, particulièrement à Lusogha et Buheri. Leur insuffisance limite la capacité des ménages à stocker l'eau et peut accroître la fréquence des déplacements vers les points d'eau, dans un contexte de disponibilité déjà insuffisante.

Les priorités concernent ainsi l'accès aux AME, notamment aux récipients de stockage d'eau et aux kits d'hygiène menstruelle, avec une attention particulière aux ménages déplacés et aux femmes et filles vulnérables.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM	IC(Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			12
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	5	
Puits à pompe / forage	-	0	
Puits creusé aménagé	-	0	
Source naturelle aménagée	-	7	
Source naturelle non-aménagée	-	2	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	630	
Camion-citerne	-	0	
Charrette avec petite citerne	-	0	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	1	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) [6]			
Source améliorée	51%	-	1
Source non-améliorée	49%	-	3
Eau de surface	1%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	64%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	33%	-	
Pour l'hygiène personnelle	85%	-	
Pour cuisiner	44%	-	
Pour d'autres fins domestiques	87%	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)	Oui, beaucoup (plus de la moitié)		
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	33%	-	
De 31 minutes à 2 heures	60%	-	
Plus de 2 heures	6%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) [2]			
Pas de problème	18%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	23%	6	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	5%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	2%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	3%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	38%	4	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	6%	1	
L'eau est trop chère	4%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	64%	5	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	6%	0	
Autre	8%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) [2]	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Tous les membres sans distinction	35%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	65%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	65%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) [5]			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	0%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	2%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	36%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	2%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	26%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	1%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	33%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	0%	-	3
Non	99%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)	Aucun(e)		
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)	Non consensus		
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	35%	-	
Non	65%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	3%	-	
Non	97%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) [2]			
Présence de matières fécales	-	10	
Eau stagnante	-	0	
Déchets solides domestiques	-	7	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	0	
Aucun	-	0	

Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) [5, 7]	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	1%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	39%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	21%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	38%	-	5
Ne se prononce pas	0%		

Analyse EHA

Les résultats des enquêtes ménages, informateurs clés et GDC/RDS montrent une situation EHA préoccupante.
- L'accès à l'eau est insuffisant : 33 % des ménages manquent d'eau pour boire, 44 % pour cuisiner et 85 % pour l'hygiène personnelle. Les GDC confirment une forte pression sur les points d'eau, avec de longues files d'attente à Birundule et Iyobora. Le manque de récipients de stockage est particulièrement signalé à Lusogha et Buheri. Pour 60 % des ménages, la collecte dure entre 30 minutes et 2 heures, exposant surtout les femmes et les filles à des risques sécuritaires. Par ailleurs, 49 % utilisent des sources non améliorées.
- La situation d'hygiène est également préoccupante : 99 % des ménages ne disposent d'aucun dispositif de lavage des mains. L'hygiène menstruelle demeure aussi problématique à Iyobora et Lusogha.
- En assainissement, 38 % pratiquent la défécation à l'air libre, 60 % utilisent des latrines non améliorées et seulement 1 % disposent de latrines améliorées. Les GDC signalent des latrines insuffisantes et partagées dans les quatre localités. À Lusogha, environ 40 % des ménages seraient sans latrines et plusieurs installations sont en mauvais état. Ces conditions sont associées à des cas de diarrhée, paludisme, IRA et infections urinaires.

Les priorités portent sur l'augmentation des points d'eau, le stockage, les dispositifs de lavage des mains, la construction/réhabilitation des latrines et le renforcement des pratiques d'hygiène.

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	81%	-	
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-	
Reste à la maison / se soigne soi-même	17%	-	
Autre	1%	-	
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	83%	-	
Guérisseur traditionnel / religieux	3%	-	
Reste à la maison / se soigne soi-même	13%	-	
Autre	1%	-	
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)		Non consensus	
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	47%	-	
Entre 1 heure et 2 heures	39%	-	
Entre 2 heures et une demi-journée	0%	-	
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	14%	-	
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
A la maison avec famille	-	0	
A la maison avec sage-femme	-	0	
A la maison avec infirmier	-	0	
Centre de sante / d'accueil	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) [2]	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	9	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	8	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	3	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	2	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Diarrhée	64%	-	4
Fièvre	97%	-	
Toux	14%	-	
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Oui	86%	-	
Non	14%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :		**IC**	
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)	**Cas suspects**	**Cas confirmés**	
Paludisme	560	453	
Infection Respiratoire Aigue	47	47	
Diarrhées aigues	56	56	
Typhoïde	0	0	
Malnutrition aigue globale	18	84	
Rougeole	0	0	
Choléra	0	0	
Fièvre jaune	0	0	
Fièvre hémorragique	0	0	
Autre	0	0	
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque modéré	
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque modéré	
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)		Oui, beaucoup	

Analyse Santé

Dans la santé, les structures de santé restent le principal recours, mais l'accès effectif est limité par le coût des consultations, des médicaments et des références. Les GDC rapportent également des ruptures de médicaments, empêchant certains patients d'acheter les traitements prescrits.

La distance constitue une autre contrainte majeure : 39 % des ménages parcourent 1 à 2 heures pour atteindre une structure et 14 % plus d'une demi-journée ou vivent sans structure disponible. À Iyobora, l'insuffisance d'infrastructures oblige certains patients à se déplacer vers d'autres localités. Les femmes enceintes sont particulièrement exposées, avec des accouchements rapportés hors des structures en raison de la distance, du coût et des difficultés de transport. Certains ménages renoncent aux références, augmentant les risques de complications et de décès.

La prise en charge nutritionnelle reste insuffisante à Lusogha et Buheri. Les principales maladies rapportées sont le paludisme, les IRA, les diarrhées et les infections urinaires. Les professionnels de santé rapportent 453 cas confirmés de paludisme, 47 d'IRA, 56 de diarrhées et 84 cas de malnutrition aiguë. En outre, 98 % des ménages ne dorment pas sous moustiquaire.

Les priorités portent sur l'approvisionnement en médicaments et équipements, l'amélioration de l'accès financier et géographique aux soins, le renforcement de la prise en charge nutritionnelle et l'accès aux soins obstétricaux et aux références d'urgence.

Protection

Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	14%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	N/A	

Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Présence de PSH	23%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	7	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	16	-	
Nombre total de personnes âgées	3	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) [2]	**Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)**			
	H +18 ans	**F +18 ans**	**H -18 ans**	**F -18 ans**
Rien à signaler / Pas de problème	0	0	2	1
Meurtre	0	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	0	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	2	6	0	5
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	3	6	2	5
Violences conjugales	0	0	0	0
Séparation des familles	0	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	5	0	3	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	0	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	4	0	7	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) [2]	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Violence physique ou harcèlement	13%	-	
Déni d'accès à des services	3%	-	
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	4%	-	
Mariage forcé	1%	-	
Travail forcé	18%	-	
Pas de cas dans le ménage	72%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-	

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) [2]	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Violence physique ou harcèlement	16%	-	
Déni d'accès à des services	3%	-	
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	4%	-	
Mariage forcé	1%	-	
Travail forcé	12%	-	
Pas de cas dans le ménage	76%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)		Oui	

Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) [2]	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Pas de cas dans la communauté	49%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-	
Viol	27%	-	
Agression sexuelle	19%	-	
Violence physique ou harcèlement	19%	-	
Mariage forcé	12%	-	
Déni d'accès à des services	5%	-	
Abus psychologique / émotionnel	0%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	1	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	3	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	5	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	

Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) [2]			
Aucun problème	-	6	
Accaparement des terres	-	1	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	3	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	3	
Destruction des cultures ou des animaux	-	3	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

La situation de protection demeure préoccupante. Des violations sont rapportées dans les périphéries des zones d'accueil, notamment en lien avec l'absence de pièces d'identité et les déplacements vers les champs ou les zones de provenance.

Les participants aux groupes de discussion rapportent également des cas de violences sexuelles, principalement à l'encontre des femmes. À Buheri, trois cas auraient notamment été enregistrés au cours du mois de septembre 2026 selon les participants.

Les mécanismes de prise en charge et d'orientation des survivantes semblent s'être affaiblis depuis le début de la crise. Les participants indiquent que les centres d'écoute auparavant disponibles ne fonctionnent plus actuellement. Les victimes doivent donc s'orienter directement vers les structures sanitaires ou être orientées par les relais communautaires lorsqu'ils sont informés de la situation. Concernant la gestion des conflits, les mécanismes communautaires restent mobilisés. Les chefs locaux sont sollicités selon leur niveau de responsabilité et, lorsque les problèmes ne sont pas résolus à ce niveau, certains cas sont orientés vers les militaires présents dans la zone, notamment à Lusogha.

Éducation

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Moins de 1 heure	58%	-	1
Plus de 1 heure	42%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	1%	-	
Non	99%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	10	
Espaces temporaires (p. ex. église, …)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	55%	-	
Filles (Primaire)	56%	-	
Garçons (Secondaire)	67%	-	
Filles (Secondaire)	65%	-	
Total	61%	-	4
Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)	**EM (% de ménages)**	**IC (Fréquence de réponses pondérée)**	**Sévérité**
Manque de moyens pour payer l'école	92%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	1%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	7%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)	(Fréquence de réponses pondérée)		
	Filles 6-11 ans	**Garçons 6-11 ans**	
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	2	2	
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	3	
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0	
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	1	
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	1	0	
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0	
Mariage précoce / mariage forcé	4	-	
Grossesse précoce	0	-	
Faim	0	4	
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0	
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	3	0	
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0	
L'école est trop loin	0	0	
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0	
Autre	0	0	
Ne sait pas	0	0	
Ne se prononce pas	0	0	
Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:			
Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)			
Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	80%	
Avant la crise	-	65%	
Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5			

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)			
Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	80%	
Avant la crise	-	70%	
Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5			
Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)			
Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant		61	
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise		50	
Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; ≥ 86 = Sévérité 5			

Analyse Éducation

L'accès à l'éducation reste possible dans les localités évaluées, mais plusieurs facteurs limitent la fréquentation scolaire. Certaines salles de classe sont en mauvais état. À Lusogha, les participants indiquent notamment que des salles construites en planches depuis l'année précédente sont déjà fortement détériorées, obligeant les enfants à étudier dans des conditions précaires. À Birundule, certaines salles de classe auraient également été endommagées pendant les affrontements, notamment avec des tôles perforées par des balles. Les difficultés économiques constituent toutefois l'un des principaux obstacles à la scolarisation. Les ménages ne disposent pas toujours de moyens suffisants pour acheter les fournitures scolaires ou payer les frais associés à la scolarité. Les participants estiment que cette situation a déjà entraîné l'abandon scolaire d'une partie importante des enfants.
À Iyobora, l'absence d'école secondaire constitue une contrainte supplémentaire. Les familles doivent envoyer les enfants à Birundule ou Kanyabayonga pour poursuivre leurs études, ce qui nécessite des ressources financières dont plusieurs ménages ne disposent pas. Dans les familles ayant plusieurs enfants scolarisés, certains parents privilégient également la scolarisation d'un enfant au détriment des autres, notamment lorsque les ressources disponibles sont insuffisantes.
Enfin, bien que des enseignants soient présents dans les établissements, les participants rapportent des problèmes de motivation liés au non-paiement ou à l'insuffisance des salaires. À Lusogha, certains enseignants auraient déjà commencé à abandonner leur poste.

APP

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) [2]			
Pas d'aide reçue	72%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	1%	0	
Santé	27%	0	
Education	1%	0	
Nourriture	1%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) [2]			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	9	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	2	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	3	
AME	-	0	
EHA	-	7	
Santé	-	0	
Education	-	3	
Protection (y compris la sécurité)	-	2	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	10	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) [2]			
Cash physique (en espèces)	90%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	19%	-	
Vouchers / foires	15%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	76%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	9%	-	
Autre	0%	-	
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) [2]			
Pas de besoin d'information	2%	-	
Où recevoir l'assistance	50%	-	
Comment s'enregistrer pour l'assistance	50%	-	
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	10%	-	
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	47%	-	
Comment donner son feedback	0%	-	
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	14%	-	
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	4%	-	
Les responsabilités du personnel humanitaire	7%	-	
Autre	2%	-	
Préfère ne pas répondre	0%	-	
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) [2]			
Appel téléphonique	12%	-	
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	48%	-	
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	8%	-	
SMS	0%	-	
Réseau social (Facebook, WhatsApp, etc.)	0%	-	
Evènements communautaires	17%	-	
Crieurs publics avec mégaphones	46%	-	
Au travers des leaders communautaires	32%	-	
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	6%	-	
Organisations / comités de femmes	0%	-	
Autorités locales gouvernementales	16%	-	
Autorités locales (police, militaires)	1%	-	
Autre	0%	-	
Préfère ne pas répondre	0%	-	

Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) [2]			
Appel téléphonique	14%	-	
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	37%	-	
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	8%	-	
SMS	0%	-	
Réseau social (Facebook, WhatsApp, etc.)	0%	-	
Evènements communautaires	8%	-	
Crieurs publics avec mégaphones	14%	-	
Au travers des leaders communautaires	19%	-	
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-	
Organisations / comités de femmes	0%	-	
Autorités locales gouvernementales	14%	-	
Autorités locales (police, militaires)	0%	-	
Autre (préciser)	0%	-	
Préfère ne pas répondre	0%	-	

Analyse AAP

Les résultats mettent en évidence un niveau important de besoins humanitaires non couverts. Selon les informateurs clés, aucun ménage n'aurait reçu d'assistance depuis le début de la crise, tandis que 72 % des ménages enquêtés déclarent n'avoir bénéficié d'aucune aide. Les principaux besoins identifiés concernent les moyens financiers (cash), la nourriture et l'EHA.
Les ménages privilégient principalement le cash physique (90 %) et l'assistance en nature (76 %), suivis des transferts électroniques (19 %) et des vouchers/foires (15 %). Ces préférences montrent l'importance d'adapter les modalités d'assistance aux besoins et aux capacités des ménages.
L'accès à l'information constitue également une priorité. La moitié des ménages souhaitent savoir où recevoir l'assistance et comment s'enregistrer, tandis que 47 % souhaitent connaître les critères de ciblage. Les canaux privilégiés sont le face-à-face avec les travailleurs humanitaires (48 %), les crieurs publics avec mégaphones (46 %) et les leaders communautaires (32 %).
Pour les plaintes et retours, les ménages privilégient le contact direct avec les travailleurs humanitaires (37 %), les leaders communautaires (19 %) et les appels téléphoniques (14 %).
Globalement, il apparaît nécessaire de renforcer la couverture de l'assistance, d'améliorer la communication sur les modalités d'accès et de mettre en place des mécanismes de feedback accessibles, adaptés et proches des communautés.

Conclusions générales et commentaires

L'évaluation rapide multisectorielle met en évidence une situation humanitaire préoccupante dans les localités évaluées. La persistance de l'insécurité continue d'alimenter les déplacements et limite les possibilités de retour, tandis que les ménages déplacés et les communautés d'accueil font face à une dégradation de leurs conditions de vie, de leurs moyens de subsistance et de leur accès aux services essentiels.
Au regard des résultats des enquêtes ménages, des informateurs clés et des GDC/RDS, les besoins prioritaires se concentrent en premier lieu sur l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement (EHA), avec une insuffisance d'eau, un accès limité aux sources améliorées, un manque de récipients de stockage, ainsi que des conditions d'assainissement et d'hygiène préoccupantes. La santé et la nutrition constituent le deuxième niveau de priorité, compte tenu des ruptures de médicaments, des difficultés financières et géographiques d'accès aux soins, ainsi que des cas de malnutrition rapportés, particulièrement chez les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes.
Les besoins en sécurité alimentaire et moyens de subsistance sont également importants, en raison de la réduction de l'accès aux terres, de la diminution des opportunités de travail et de la baisse de la consommation alimentaire. À cela s'ajoutent les besoins en abris et articles ménagers essentiels, notamment pour les ménages vivant dans des habitations non durables, en situation de promiscuité ou dépendant des familles d'accueil.
Enfin, les enjeux de protection, d'accès à l'assistance et de redevabilité nécessitent une attention particulière. Les risques sécuritaires affectent notamment les déplacements vers les champs et les points d'eau, tandis qu'une proportion importante des ménages déclare ne pas avoir reçu d'assistance et exprime des besoins importants en information sur les modalités d'accès à l'aide.
Ainsi, la réponse devrait prioritairement renforcer l'EHA, la santé et la nutrition, ainsi que la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, tout en répondant aux besoins en abris, AME, protection et information. Une approche multisectorielle, ciblée sur les ménages les plus vulnérables et adaptée aux réalités de chaque localité, apparaît nécessaire pour réduire les risques et améliorer durablement les conditions de vie des populations affectées.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
5. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)